

**Titres négociables à moyen terme
(Negotiable European Medium Term Notes - NEU MTN-)¹**

Programme garanti

DOCUMENTATION FINANCIERE (DF)	
Nom du programme	Bpifrance Financement NEU MTN
Nom de l'émetteur	Bpifrance Financement SA
Type de programme	NEU MTN
Plafond du programme (en euro)	EUR 4 000 000 000
Garant	EPIC Bpifrance
Notation du programme	<i>Noté par Moody's et Fitch</i>
Arrangeur	Sans objet
Agent(s) domiciliataire(s)	Bpifrance Financement SA
Agent(s) placeur(s)	Bpifrance Financement SA
Date de signature de la documentation financière	5 septembre 2018
Mise à jour par avenant	Sans objet

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du programme	Bpifrance Financement « NEU MTN »
1.2	Type de programme	Programme de titres négociables à moyen terme dénommés "Negotiable European Medium Term Notes" ("NEU MTN"), garantis, de droit français, conformément aux Articles L.213-1 A à L.213-4-1, et D.213-1 A à D.213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur	Bpifrance Financement SA
1.4	Type d'émetteur	Institution financière monétaire, établissement de crédit
1.5	Objet du programme	Financement des besoins généraux de l'Émetteur
1.6	Plafond du programme (en Euro)	Le plafond du Programme est fixé à 4 000 000 000 € ou à la contre-valeur de ce montant en toute autre devise autorisée à la date d'émission.
1.7	Forme des titres	Titres émis dématérialisés
1.8	Rémunération	<p>La rémunération des NEU MTN est libre. Cependant, l'Émetteur s'engage à informer la Banque de France lorsque la rémunération est liée à un indice ou varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, monétaire ou obligataire.</p> <p>Le Programme permet également l'émission de NEU MTN dont la rémunération peut être fonction d'une formule d'indexation ne garantissant pas le remboursement du capital à leur échéance. La confirmation de l'Émetteur relative à une telle émission mentionnera la formule de remboursement et la fraction du capital garanti.</p> <p>Dans le cas d'une émission comportant une possibilité de remboursement anticipé, de prorogation et de rachat, les conditions de rémunération du NEU MTN seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.</p>
1.9	Devises d'émission	Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission, conformément à l'article D.213-6 du Code monétaire et financier (dollar, livre sterling, franc suisse et yen sont les principales devises envisagées)

1.10	Maturité	<p>L'échéance des NEU MTN sera fixée conformément à la législation et à la réglementation françaises, ce qui implique qu'à la date des présentes, la durée des émissions de NEU MTN doit être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours pour les années bissextiles) à partir de la date d'émission.</p> <p>Les NEU MTN peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.</p> <p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Emetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un ou plusieurs événements indépendants de l'Emetteur et/ou du détenteur).</p> <p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Emetteur (au gré de l'Emetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un ou plusieurs événements indépendants de l'Emetteur et/ou du détenteur).</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de titres négociables à moyen terme, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout NEU MTN assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission du dit NEU MTN.</p> <p>Bpifrance Financement ne conduit pas de politique d'émission sur dates d'échéances regroupées.</p>
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	Le montant initial sera au moins égal à EUR 150 000 ou à la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission en toute autre devise autorisée par la Banque de France.
1.12	Dénomination minimale des Titres de créances négociables	En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des NEU MTN émis dans le

		cadre de ce Programme doit être de EUR 150 000 ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise autorisée par la législation française en vigueur au moment de l'émission.
1.13	Rang	Les titres sont émis sans rang particulier, ni clause de subordination.
1.14	Droit applicable au programme	Droit français
1.15	Admission des TCN sur un marché réglementé	Non. Il n'est pas prévu une admission des titres sur un marché réglementé.
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	Euroclear France
1.17	Notation(s) du programme	<p>Noté par Moody's Investors Service et Fitch Ratings, au titre de la garantie de l'EPIC Bpifrance dont bénéficie ce Programme.</p> <p>Lien vers le site de Moody's Investors Service Ltd: https://www.moodys.com/credit-ratings/Bpifrance-Financement-credit-rating-130640</p> <p>Lien vers le site de Fitch Ratings: https://www.fitchratings.com/qws/en/esp/issr/94022490</p> <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites Internet des agences concernées, afin de consulter la notation en vigueur.</p>
1.18	Garantie	<p>Les NEU MTN émis par la société anonyme Bpifrance Financement bénéficient de la garantie irrévocable, inconditionnelle, autonome et à première demande de l'EPIC Bpifrance.</p> <p>Une copie de la lettre de garantie du Programme est annexée à ce dossier. Cette garantie est conforme à l'Article D.213-5 du Code monétaire et financier.</p>
1.19	Agent(s) domiciliataire(s) (liste exhaustive)	La société anonyme Bpifrance Financement SA assure la fonction d'établissement domiciliataire pour ses propres émissions de NEU MTN.
1.20	Arrangeur	Sans objet
1.21	Mode de placement envisagé	<p>Les NEU MTN sont placés de gré à gré par Bpifrance Financement SA.</p> <p>L'Emetteur pourra ultérieurement nommer des agents placeurs. Une liste à jour desdits agents placeurs sera alors communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.</p>

1.22	Restrictions à la vente	Il n'y a pas de restrictions particulières pour la vente de ces titres, autres que les dispositions générales concernant les titres de créances négociables, émis sur le marché français.
1.23	Taxation	Il n'y a pas de régime particulier pour ces titres.
1.24	Implication d'autorités nationales	Banque de France
1.25	Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme	<p>Le Responsable de la mise en œuvre du Programme d'émission et des relations avec la Banque de France pour toute affaire concernant ce dernier est :</p> <p>M. Jean-Michel ARNOULT Directeur Financier Adjoint</p> <p>Courriel : jm.arnoult@bpifrance.fr Tél : +33.1. 41.79.89.77 Fax : +33.1.41.79.97.52</p> <p><i>Adresse postale :</i></p> <p>Bpifrance Financement 27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort, France</p> <p>Mais les intéressés peuvent également s'adresser à:</p> <p>M. Eric LOUIS Opérateur de Marché</p> <p>Courriel : eric.louis@bpifrance.fr Tél : +33.1.41.79.81.17 Fax : +33.1.41.79.81.32</p> <p><i>Adresse postale:</i></p> <p>Bpifrance Financement 27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort, France</p> <p>Site Internet de Bpifrance Financement : www.bpifrance.fr</p>
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	<i>Optionnel*</i>
1.27	Langue de la documentation financière faisant foi	La documentation financière est établie en langues française et anglaise, mais seule la documentation financière en langue française fait foi. La version anglaise est établie pour seule information, conformément à l'Article 9 de l'Arrêté du 30 mai 2016.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'Emetteur, car la réglementation française ne l'impose pas.

2A. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR**Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7. 3° de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures**

2.A.1	Dénomination sociale de l'émetteur	Bpifrance Financement SA
2.A.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	<p>Société anonyme régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés anonymes, notamment le Code de Commerce, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par des dispositions particulières de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005, relative à la création de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'Etablissement Public « Bpifrance », conformément à la version consolidée du 5 octobre 2015 de l'ordonnance No. 2005-722 du 29 juin 2005 et au Chapitre I de l'Article 197 de la Loi No. 2015-990 du 6 août 2015 relatif à l'organisation de l'EPIC Bpifrance;• la société anonyme « Bpifrance SA », conformément à la version consolidée du 5 octobre 2015 de l'ordonnance No. 2005-722 du 29 juin 2005 et au Chapitre II de l'Article 197 de la Loi No. 2015-990 du 6 août 2015 relatif à l'organisation de la société anonyme Bpifrance ; et• la société anonyme « Bpifrance Financement SA ». <p>Cette ordonnance a été modifiée par la loi de régulation bancaire et financière n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 et par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012, relative à la création de la Banque Publique d'Investissement (BPI).</p> <p>Le tribunal compétent concernant les activités de l'Emetteur est le Tribunal de Commerce de CRETEIL.</p>
2.A.3	Date de constitution	1er janvier 1980
2.A.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex – France
2.A.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	L'Emetteur est enregistré auprès du Tribunal de Commerce de Créteil sous le numéro : 320 252 489 R.C.S. CRETEIL / LEI 969500STN7T9MRUMJ267
2.A.6	Objet social résumé	En vertu de l'article 6 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005, modifié par l'article 62 de la loi de régulation bancaire et financière n° 2010-1249 du 22 octobre

		<p>2010, puis par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque Publique d'Investissement, l'Émetteur a notamment pour objet d'exercer les missions d'intérêt général suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la croissance par l'innovation et le transfert de technologies (cette activité devant être exercée de manière distincte de ses autres activités) ; • Contribuer au développement économique en prenant en charge une partie du risque résultant des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises ; et • Contribuer aux besoins spécifiques de financement des investissements et des créances d'exploitation des petites et moyennes entreprises.
<p>2.A.7</p>	<p>Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur</p>	<p>Pour accomplir les trois missions d'intérêt général qui lui ont été confiées, l'Émetteur combine différentes techniques de financement, afin de concevoir des solutions qui répondent à des insuffisances de marché. Il en est ainsi du financement de l'amorçage, de la bancarisation du financement de l'innovation ou de la mise en relation des PME innovantes avec les grands comptes. Ces interventions se caractérisent par la capacité d'entraînement du groupe sur les acteurs du financement des PME et de l'innovation, tout en optimisant l'effet de levier des ressources publiques.</p> <p>L'Émetteur est pour les PME à la fois une banque de développement et une agence de promotion de l'innovation. Il intervient dans une logique de programmes mis en œuvre pour la réalisation de deux objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le soutien des entreprises pour les investissements corporels longs et lourds au regard de leurs capacités financières (programmes immobiliers importants, équipements lourds...),

		<p>en mettant en œuvre les montages financiers adaptés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les actions ciblées sur des priorités nationales (création et transmission d'entreprises, innovation, exportation...) pour permettre notamment aux entreprises de financer leurs investissements immatériels par des produits « mezzanine » (avances remboursables, prêt à la création d'entreprise, contrats de développement). <p>Ces deux objectifs ont pour vocation ultime le soutien du tissu économique et le développement de l'emploi local.</p> <p>La description des principales activités de l'Emetteur est présentée dans les p. 13-19 de son Rapport Annuel 2017.</p>
2.A.8	Capital	Au 31 décembre 2017, le capital social de Bpifrance Financement s'élève à 839 907 320 EUR, divisé en 104 988 415 actions d'un montant nominal de huit euros, souscrites par 226 actionnaires.
2.A.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Le capital est entièrement libéré.
2.A.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Néant
2.A.9	Répartition du capital	<p>Au 31 décembre 2017, la répartition du capital de Bpifrance Financement était la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bpifrance (Bpifrance) SA : 90,77% - BPCE SA : 1,63% - Banques et divers : 7,60% <p>Pour mémoire, le capital de Bpifrance SA est détenu, à parité, par l'EPIC Bpifrance (50%) et la Caisse des Dépôts et Consignations (50%).</p>
2.A.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés	Non applicable
2.A.11	Composition de la direction	<p>A la date des présentes, la Direction Générale est composée d'un Directeur Général, d'un Directeur Général Adjoint et d'un Directeur Exécutif comme suit :</p> <p><i>Directeur Général :</i> M. Nicolas DUFOURCQ</p> <p><i>Directeur Général Adjoint :</i> M. Arnaud CAUDOUX</p>
2.A.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)	Les comptes consolidés de la société anonyme Bpifrance Financement sont établis selon la norme IFRS, conformément

		à la réglementation comptable française applicable aux établissements de crédit. La société anonyme Bpifrance Financement est soumise au contrôle d'un commissaire du gouvernement qui exerce également le contrôle économique et financier de l'Etat.
2.A.13	Exercice comptable	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
2.A.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé	14 mai 2018
2.A.14	Exercice fiscal	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
2.A.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.A.15.1	Commissaires aux comptes	Commissaires aux Comptes titulaires : <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - M. Matthew BROWN et M. Charles DE BOISRIOU - Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnault 92075 La Défense Cedex • KPMG SA – M. Ulrich SARFATI Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS60055 - 92066 Paris La Défense Commissaires aux Comptes suppléants : <ul style="list-style-type: none"> • Mazars M. Charles DE BOISRIOU Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnault 92075 La Défense Cedex KPMG Audit FS I Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS 60055 - 92066 Paris La Défense
2.A.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	Les attestations des Commissaires aux Comptes en ce qui concerne la situation financière et les comptes de l'établissement, ainsi que les comptes consolidés du groupe, figurent dans les rapports annuels : - aux pages 237 à 251 pour l'exercice 2017 : . comptes consolidés p237-243 . comptes sociaux p244-251 - aux pages 225 à 232 pour l'exercice 2016 : . comptes consolidés p227-230 . comptes sociaux p229-232
2.A.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	L'Émetteur n'a pas mis en place d'autres programmes à l'étranger de même nature que celui-ci.
2.A.17	Notation de l'émetteur	Noté par Moody's Investors Service et Fitch Ratings
2.A.18	Information complémentaire sur l'émetteur	Optionnel *

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

2B. DESCRIPTION DU GARANT**Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7. 3° de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures**

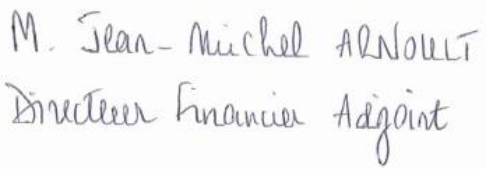
2.B.1	Dénomination sociale de l'émetteur	EPIC Bpifrance (<i>Etablissement Public</i>) conformément à la version consolidée du 5 octobre 2015 de l'ordonnance No. 2005-722 du 29 juin 2005 et au Chapitre I de l'Article 197 de la Loi No. 2015-990 du 6 août 2015 relatif à l'organisation de l'EPIC Bpifrance.
2.B.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	<p>EPIC Bpifrance est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créé par l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005, relative à la création de l'établissement public EPIC Bpifrance et de la société anonyme Bpifrance Financement et modifiée par la loi de régulation bancaire et financière n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 et par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012, relative à la création de la Banque Publique d'Investissement (BPI).</p> <p>En vertu du Chapitre I de l'Article 197 de la Loi No. 2015-990 du 6 août 2015, l'établissement public BPI-Groupe prend le nom d'établissement public EPIC Bpifrance. Ses statuts ont été approuvés par le décret n° 2015-1498 du 18 novembre 2015.</p> <p>L'établissement public est administré par un conseil d'administration composé d'un Président Directeur Général, d'une part et, d'autre part, de cinq représentants de l'Etat nommés par décret et désignés sur propositions des ministres en charge de l'Economie, du Budget, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises et de la Recherche.</p>
2.B.3	Date de constitution	29/06/2005
2.B.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex - France
2.B.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	Le Garant est enregistré auprès du Tribunal de commerce de Créteil sous le numéro : 483 790 069 R.C.S. CRETEIL / LEI 969500FYSB4IT3QWYB65
2.B.6	Objet social résumé	<p>L'établissement public a pour objet, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales directes ou indirectes, conformément à l'ordonnance 2005-722 du 29 juin 2005, modifiée par la loi de régulation bancaire et financière 2010-1249 du 22 octobre 2010 et la loi 2012-1559 du 31 décembre 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">• de promouvoir et de soutenir l'innovation, notamment technologique, ainsi que de contribuer au transfert de technologies ;

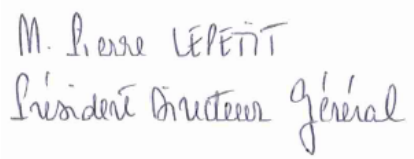
		<ul style="list-style-type: none"> de favoriser la création, le développement et le financement des petites et moyennes entreprises. <p>L'Etat, par acte unilatéral ou par convention, et les collectivités territoriales, ainsi que leurs établissements publics, peuvent, par convention, confier à l'établissement des missions de service public ou d'intérêt général compatibles avec son objet.</p> <p>Le choix, l'organisation et la mise en oeuvre de ces missions, ainsi que celle des instruments correspondants sont prévus par convention entre les parties.</p>
2.B.7	Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur	L'EPIC Bpifrance exerce aujourd'hui la quasi-totalité de ses missions par l'intermédiaire de ses filiales directes et indirectes : Bpifrance SA, Bpifrance Financement et Bpifrance Participations. La description des principales activités du Garant est présentée dans les pages 4 à 12 de son Rapport Annuel 2017.
2.B.8	Capital	Au 31 décembre 2017, le capital de l'EPIC Bpifrance s'élève à 9082,1M€.
2.B.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Le capital est entièrement libéré.
2.B.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Néant
2.B.9	Répartition du capital	La totalité du capital est constituée par des dotations de l'Etat.
2.B.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés	Néant
2.B.11	Composition de la direction	La direction de l'EPIC Bpifrance est assurée par un Président Directeur Général qui, à la date des présentes, est M. Pierre LEPETIT. Rapport Annuel 2017 de l'Emetteur p7 Rapport Annuel 2016 de l'Emetteur p6
2.B.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)	Les comptes consolidés de l'EPIC Bpifrance sont établis selon la norme IFRS, conformément à la réglementation comptable européenne. L'EPIC Bpifrance est soumis au contrôle d'un commissaire du gouvernement qui exerce également le contrôle économique et financier de l'Etat.
2.B.13	Exercice comptable	Du 01 janvier au 31 décembre
2.B.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé	20 mars 2018

2.B.14	Exercice fiscal	L'EPIC Bpifrance n'est pas une entité imposable.
2.B.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.B.15.1	Commissaires aux comptes	<p>Commissaires aux Comptes titulaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - M. Matthew BROWN - Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnauld 92075 La Défense Cedex • KPGM SA - M. Ulrich SARFATI - Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS60055 - 92066 Paris La Défense <p>Commissaires aux Comptes suppléants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • KPGM SA - M. Ulrich SARFATI - Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS60055 - 92066 Paris La Défense • Mazars - M. Matthew BROWN - Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnauld 92075 La Défense Cedex
2.B.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	<p>Les attestations des Commissaires aux Comptes en ce qui concerne la situation financière et les comptes de l'établissement, ainsi que les comptes consolidés du groupe, figurent dans les rapports annuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux pages 60 à 68 pour l'exercice 2017 : <ul style="list-style-type: none"> . comptes consolidés p60-63 . comptes individuels p64-68 - aux pages 59 à 64 pour l'exercice 2016 : <ul style="list-style-type: none"> . comptes consolidés p59-61 . comptes individuels p62-64
2.B.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	Le Garant n'a pas mis en place d'autres programmes à l'étranger de même nature que celui-ci.
2.B.17	Notation de l'émetteur	Noté par Moody's Investors Service et Fitch Ratings
2.B.18	Information complémentaire sur l'émetteur	Optionnel *

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES**Articles D. 213-5 et D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures**

<i>Certification des informations fournies pour l'émetteur</i>		
3.A.1	Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière portant sur le programme de NEU MTN	M. Jean-Michel ARNOULT Directeur Financier Adjoint
3.A.2	Déclaration pour chaque personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de NEU MTN	« A ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée »
3.A.3	Date, lieu et signature	Maisons-Alfort, le 5 septembre 2018 

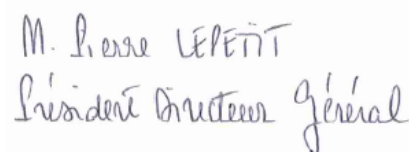
Certification des informations fournies pour le garant		
3.B.1	Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière pour le compte du garant portant sur le programme de NEU MTN	M. Pierre LEPETIT Président et Directeur Général
3.B.2	Déclaration de la personne responsable de la documentation financière pour le compte du garant portant sur le programme de NEU MTN	« A ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée »
3.B.3	Date, lieu et signature	Maisons-Alfort, le 5 septembre 2018  M. Pierre LEPETIT Président Directeur Général

ANNEXES		
Annexe I	Garantie	Insertion de la lettre de garantie et de la certification de la garantie
Annexe II	Notation du programme d'émission	<p>Moody's Investors Service :</p> <p>Ce Programme a fait l'objet d'une notation par l'agence Moody's Investors Service. Pour connaître la notation qui lui a été attribuée, veuillez consulter l'adresse suivante :</p> <p>https://www.moodys.com/credit-ratings/Bpifrance-Financement-credit-rating-130640</p> <p>Identifiants Moody's Investors Service :</p> <p>pour Bpifrance Financement SA : 130640 pour ce Programme de NEU MTN : 822644286</p> <p>Fitch Ratings :</p> <p>Ce Programme a fait l'objet d'une notation par l'agence Fitch Ratings. Pour connaître la notation qui lui a été attribuée, veuillez consulter l'adresse suivante :</p> <p>https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/94022490/issue/94132305/objectId/54c2aa56882157a593071f80</p> <p>Identifiant Fitch Ratings: 969500STN7T9MRUMJ267</p>
Annexe III	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu 1	<p>Rapport Financier Annuel 2017 de l'Emetteur accessible sur : http://www.bpifrance.fr/Espace-Investisseurs</p> <p>Rapport Financier Annuel 2016 de l'Emetteur accessible sur : http://www.bpifrance.fr/Espace-Investisseurs</p> <p>Rapport Financier Annuel 2017 du Garant accessible sur : http://www.bpifrance.fr/Espace-Investisseurs</p> <p>Rapport Financier Annuel 2016 du Garant accessible sur : http://www.bpifrance.fr/Espace-Investisseurs</p>
Annexe IV	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet

¹ Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.

**PROGRAMME D'EMISSION DE « NEU MTN »
(TITRES NEGOCIABLES A MOYEN TERME)
GARANTIE – CERTIFICAT D'AUTHENTICITE**

Je soussigné, M. Pierre LEPETIT, Président Directeur Général de l'EPIC Bpifrance, certifie, en application de l'Article 6,6° de l'Arrêté daté du 30 mai 2016, que la copie de l'acte de garantie émis aujourd'hui et figurant en annexe de la présente lettre, est conforme à l'acte de garantie original pour un montant maximum de 4 milliards d'euros, augmenté des intérêts et accessoires, par l'EPIC Bpifrance au profit de Bpifrance Financement SA dans le cadre de son Programme d'émission de NEU MTN.



M. Pierre LEPETIT
Président Directeur Général

Fait à Maisons-Alfort, le 5 septembre 2018

**PROGRAMME D'EMISSION DE « NEU MTN »
(TITRES NEGOCIABLES A MOYEN TERME)**

**GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE,
INCONDITIONNELLE ET IRREVOCABLE DE L'EPIC BPIFRANCE**

La garantie de l'EPIC Bpifrance est établie en langues française et anglaise, mais seule la version française fait foi. La version anglaise est établie pour seule information. La responsabilité de l'Emetteur ou du Garant ne saura être engagée à quelque titre que ce soit pour la version anglaise.

1. PREAMBULE

Bpifrance Financement SA, société anonyme, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 320 252 489, dont le siège social est situé au 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex, France (l'« **Emetteur** » ou « **Bpifrance Financement** ») émet régulièrement des titres négociables à moyen terme dénommés « Negotiable Medium term Notes » (« **NEU MTN** ») au titre d'un programme de NEU MTN français d'un montant maximum de 4 milliards d'euros (le « **Programme** ») aux termes de la documentation financière déposée à la Banque de France (la « **Documentation Financière** »).

2. MODALITES DE LA GARANTIE

EPIC Bpifrance, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 483 790 069, dont le siège social est situé au 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex, France (le « **Garant** » ou l'« **EPIC Bpifrance** »), agissant en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration en date du 22 décembre 2017, après avoir pris connaissance des Caractéristiques des NEU MTN, accorde irrévocablement et inconditionnellement une garantie autonome et à première demande (la « **Garantie** ») aux Bénéficiaires (tels que définis ci-après) selon les modalités ci-après définies. L'acceptation de la Garantie par les porteurs des NEU MTN résulte du seul fait de la souscription ou de l'achat de ces NEU MTN.

Pour les besoins des présentes, "**Bénéficiaires**" désigne tout porteur de NEU MTN et leurs cessionnaires, successeurs et ayants droits successifs, en leur qualité de bénéficiaires de la Garantie et, "**Bénéficiaire**" signifie individuellement, l'un quelconque d'entre eux.

2.1 Garantie

(a) Par les présentes, le Garant s'engage irrévocablement et inconditionnellement, à première demande et de manière autonome, conformément aux dispositions de l'article 2321 du Code civil, à payer aux porteurs de NEU MTN :

(i) en une ou plusieurs fois, toute somme que les porteurs de NEU MTN, lui réclament par notification écrite selon les conditions décrites à la clause 2.2(a) ci-après ; et

(ii) en une seule fois, toute somme déterminée par le Garant et précisée par notification écrite selon les conditions décrites à la clause 2.2(b) ci-après, dans la limite globale d'un montant maximum de 4 milliards d'euros € (le "**Plafond**").

- (b) Le plafond sera progressivement réduit du montant des sommes effectivement versées par l'Emetteur aux porteurs des NEU MTN conformément aux stipulations de la clause 2.2 ci-après.
- (c) La présente Garantie constitue une garantie indépendante et autonome au sens de l'article 2321 du Code civil, en conséquence de quoi le Garant ne pourra opposer ou faire valoir, dans toute la mesure permise par la loi, à l'encontre des porteurs des NEU MTN toute exception ou objection de quelque nature que ce soit, et notamment toute exception ou objection que l'Emetteur pourrait avoir à leur encontre. En particulier, le Garant ne sera pas déchargé de ses obligations dans le cas où celles de l'Emetteur au titre des NEU MTN seraient atteintes de nullité ou ne seraient pas susceptibles d'exécution pour toute raison tenant à la capacité de l'Emetteur ou à tout défaut de pouvoir ou d'autorisation des organes sociaux ou des personnes censées l'avoir engagée.
- (d) De même, la disparition de tout lien de droit ou de fait existant entre le Garant et l'Emetteur ne saurait en rien affecter l'existence, la portée ou la mise en jeu de la présente Garantie et le versement des sommes appelées en garantie. Par ailleurs, toutes les dispositions de la présente Garantie conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution de la situation financière, juridique ou autre de l'Emetteur ou du Garant. En particulier, la Garantie conservera son plein effet au cas où l'Emetteur demanderait la nomination d'un conciliateur ou d'un mandataire ad hoc (ou ferait l'objet d'une telle demande) ou conclurait un accord amiable avec ses créanciers, ou un jugement serait rendu prononçant la liquidation judiciaire de l'Emetteur, ou, dans la mesure permise par la loi, ferait l'objet d'un plan de sauvegarde ou serait soumis à toute autre procédure similaire, ou conclurait un concordat avec ses créanciers, ou ferait l'objet d'une mesure de redressement ou de résolution bancaire en application de toute directive, loi ou règlement en vigueur.
- (e) Pour les besoins de la notification décrite à la clause 2.2 ci-après, toutes sommes seront considérées comme étant dues par l'Emetteur conformément à la description du programme d'émission, nonobstant toute mesure de redressement ou de résolution prise à l'encontre de l'Emetteur.

2.2 Modalités

- (a) L'appel de la Garantie décrit à la clause 2.1(a)(i) ci-avant est effectué par notification écrite adressée au Garant par lettre recommandée avec accusé de réception, par tout porteur de NEU MTN.

La notification devra indiquer le montant réclamé, ainsi qu'une attestation (i) que ce montant réclamé est exigible et dû par l'Emetteur au titre des NEU MTN conformément à la description du programme d'émission, et (ii) que ce montant est resté impayé depuis sa date d'exigibilité.

L'appel de la Garantie décrit à la clause 2.1(a)(i) ci-avant peut être effectué par tout porteur de NEU MTN, selon le cas, en une ou plusieurs fois.

Toutes sommes appelées conformément à la présente clause 2.2(a) seront payables au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés suivant la réception de la notification mentionnée ci-avant, par virement bancaire au porteur des NEU MTN.

- (b) La mise en œuvre de la Garantie décrite à la clause 2.1(a)(ii) ci-avant est effectuée par notification écrite adressée par le Garant de sa propre initiative au porteur des NEU MTN par tout moyen jugé approprié par le Garant, lorsque, indépendamment de toute autre constatation, le Garant constate une dégradation rapide de la situation financière ou de liquidité de l'Emetteur qui serait raisonnablement susceptible de déclencher la prise de mesures d'intervention précoces prévues à l'article L. 511-41-5 du Code monétaire et financier ou l'ouverture d'une procédure de résolution prévue à l'article L. 613-49-1 du Code monétaire et financier, et ce nonobstant l'absence de tout montant exigible au titre des NEU MTN à la date de ladite notification.

La notification devra indiquer le montant déterminé par le Garant, lequel sera au moins égal à la somme du principal restant dû au titre des NEU MTN alors en circulation et de tout intérêt couru et impayé sur ceux-ci jusqu'à la date effective du remboursement des sommes correspondantes par le Garant, indépendamment de l'exigibilité de ces sommes. La notification devra également indiquer les faits constituant une dégradation rapide de la situation financière ou de liquidité de l'Emetteur et fournir, dans la mesure du possible, tout justificatif à cet effet.

La mise en œuvre de la Garantie décrite à la clause 2.1(a)(ii) ci-avant peut être effectuée par le Garant en une fois seulement.

Toutes sommes déterminées conformément à la présente clause 2.2(b) seront payables au plus tard un (1) Jour Ouvré suivant la date de la notification mentionnée ci-avant, par virement bancaire au porteur des NEU MTN.

- (c) Une fois mise en œuvre conformément à la clause 2.2(b) ci-avant, la Garantie ne pourra plus être appelée conformément à la clause 2.2(a) ci-avant.

2.3 Durée de la Garantie

La présente Garantie restera en vigueur jusqu'au paiement intégral et définitif des sommes dues par l'Emetteur au titre des émissions à venir de NEU MTN émis sous le présent Programme.

2.4 Prélèvements de nature fiscale

- (i) Tout paiement dû par le Garant sera effectué sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposé, levé ou recouvré par ou pour le compte de la France, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne vienne à être exigé par la loi.
- (ii) Si en vertu de la législation française, les paiements dus par le Garant au titre de la Garantie devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, le Garant s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les porteurs des NEU

MTN perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, étant précisé que le Garant ne sera pas tenu de majorer les paiements relatifs à la Garantie dans le cas où le porteur de NEU MTN, ou un tiers agissant en son nom, est redevable en France desdits impôts ou droits autrement que du fait de la seule propriété desdits NEU MTN et du bénéfice de la Garantie.

- (iii) Le Garant pourra être autorisé à prélever ou déduire tous montants requis au titre des règles des sections 1471 à 1474 de l'IRC (ou toutes dispositions modificatives ou y succédant), conformément à tout accord intergouvernemental, ou la mise en œuvre de toute loi adoptée par une autre juridiction en relation avec ces dispositions, ou conformément à tout accord avec l'administration fiscale des Etats-Unis (*U.S. Internal Revenue Service*) dès lors qu'un Titulaire, un bénéficiaire effectif ou un intermédiaire (qui n'est pas un agent du Garant) n'a pas le droit de recevoir des paiements sans Retenue à la source FATCA. Le Garant ne sera pas tenu, ou autrement contraint de payer, une telle Retenue à la source FATCA retenue ou déduite par le Garant, par tout agent payeur ou toute autre personne.

2.5 Recours contre l'Emetteur

Le Garant renonce à tout recours contre l'Emetteur qui aurait pour résultat de le faire venir en concours avec les Bénéficiaires de la présente Garantie, tant que ceux-ci n'auront pas été désintéressés de la totalité des sommes qui leur sont dues par l'Emetteur au titre des NEU MTN. Le Garant s'engage en outre à affecter en priorité au paiement des sommes dues au titre de la Garantie toutes sommes qu'il pourrait recouvrer de l'Emetteur dans le cadre d'une procédure collective ou autrement.

2.6 Indemnités

Tout paiement au titre de la Garantie ne sera libératoire que s'il est réalisé dans la monnaie dans laquelle il doit être effectué conformément aux caractéristiques des NEU MTN. Dans l'hypothèse où un paiement serait effectué dans une autre monnaie, à la suite d'une décision judiciaire ou pour toute autre raison, et où le bénéficiaire recevrait un montant, après conversion du montant reçu dans la monnaie dans laquelle le paiement est dû, inférieur à celui auquel il a droit, le Garant sera tenu d'indemniser le bénéficiaire de la différence entre le montant qui lui est dû et le montant effectivement reçu.

2.7 Rang de la Garantie

- (a) Les obligations du Garant au titre de la Garantie constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés du Garant (sous réserve de l'article 2.7 (b) ci-après) venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, du Garant.
- (b) Aussi longtemps que les obligations du Garant au titre de la Garantie seront effectives, le Garant ne créera pas et ne permettra pas que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement, privilège ou une quelconque autre sûreté réelle sur tout ou partie de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, afin de garantir un

Endettement souscrit ou garanti par le Garant à moins que les obligations du Garant au titre de la Garantie ne bénéficient d'une sûreté équivalente et de même rang.

Pour les besoins du paragraphe précédent, « **Endettement** » signifie toute dette d'emprunt présente ou future représentée par des obligations ou autres titres de créance (y compris les titres de créance négociables) qui sont (ou sont susceptibles d'être) admis aux négociations sur un Marché Réglementé, étant précisé que le terme « Endettement » n'inclut pas toute dette d'emprunt au titre des contrats de prêt, toute avance ou autres ouvertures de crédit.

2.8 Successeurs du Garant

Si à la suite (i) d'une dissolution du Garant, (ii) de la cession, du transfert ou de la disposition directe ou indirecte de tous ou d'une partie substantielle des actifs du Garant ou (iii) de la perte du statut d'établissement public du Garant, les droits et obligations du Garant sont transférés à un nouvel établissement public ou à l'Etat, l'intégralité des engagements du Garant au titre de la Garantie sera réputée transférée à ce nouvel établissement public ou à l'Etat et toute référence au Garant dans la présente Garantie inclura tout successeur au titre du présent article.

2.9 Subrogation et pouvoirs donnés au Garant

Uniquement en cas de mise en œuvre de la Garantie conformément aux articles 2.1(a)(ii) et 2.2(b), les porteurs de NEU MTN titulaires de titres inscrits en Euroclear France subrogent irrévocablement le Garant dans leurs droits, actions et privilèges à l'encontre de l'Emetteur au titre des NEU MTN, avec effet à la date du paiement par le Garant dans les termes de la présente Garantie, sans autre formalité. La subrogation emportera automatiquement transfert de la propriété des NEU MTN de ces porteurs de NEU MTN au Garant. A toutes fins utiles, les porteurs de NEU MTN, titulaires de titres inscrits en Euroclear France donnent irrévocablement tous pouvoirs au Garant afin de donner plein effet à la subrogation, en ce compris de donner toutes instructions aux Teneurs de Compte pour l'inscription du transfert de ces NEU MTN dans les comptes des Teneurs de Compte.

3. STIPULATIONS DIVERSES

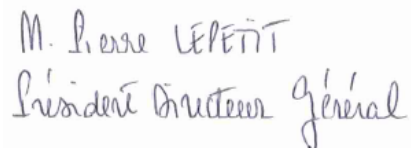
- (a) En souscrivant ou en acquérant les NEU MTN, Dématérialisés inscrits en Euroclear France, les Bénéficiaires sont réputés automatiquement accepter les termes de la Garantie et consentir notamment (i) à la subrogation, (ii) au transfert desdits NEU MTN des Bénéficiaires au Garant qui en résulte et (iii) au mandat donné au Garant afin de donner plein effet à la subrogation, en ce compris le pouvoir de donner toutes instructions à tout Teneur de Compte pour l'inscription du transfert desdits NEU MTN dans les comptes des Teneurs de Compte, le tout tel que prévu à la clause 2.9 ci-avant.
- (b) Cette Garantie est régie par le droit français et devra être interprétée conformément à celui-ci.
- (c) La Garantie a été rédigée en français et en anglais, seule la version française faisant foi.

- (d) Toute réclamation à l'encontre du Garant relative à la Garantie devra être portée devant les tribunaux compétents situés à Paris. Il est toutefois précisé qu'aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise et qu'aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre en France à l'encontre des actifs ou biens du Garant.

Fait à Maisons-Alfort le 5 septembre 2018, en deux exemplaires,

Signé pour le compte de l'EPIC Bpifrance :

Par : M. Pierre LEPETIT,
Président Directeur Général,
Dûment habilité



M. Pierre LEPETIT
Président Directeur Général

Negotiable Medium Term Notes

(Negotiable European Medium Term Notes - NEU MTN-)¹

Guaranteed programme

Information Memorandum (IM)	
Name of the programme	Bpifrance Financement NEU MTN
Name of the issuer	Bpifrance Financement SA
Type of programme	NEU MTN
Programme size	EUR 4,000,000,000
Guarantor(s)	EPIC Bpifrance
Rating(s) of the programme	<i>Rated by Moody's et Fitch</i>
Arranger(s)	None
Issuing and paying agent(s) (IPA)	Bpifrance Financement SA
Dealer(s)	Bpifrance Financement SA
Date of the information memorandum	5 September 2018
Update by amendment (if appropriate)	None

Drawn up pursuant to articles L 213-1A to L 213-4-1 of the French monetary and financial code

A copy of the information memorandum is sent to:

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

Avertissement : cette documentation financière étant rédigée dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, l'émetteur invite l'investisseur, le cas échéant, à recourir à une traduction en français de cette documentation.

Translation:

Warning: as this information memorandum is issued in a customary language in the financial sphere other than French, the issuer invites the investor, when appropriate, to resort to a French translation of this documentation.

The Banque de France invites investors to read the general terms and conditions for the use of information related to negotiable debt securities:

<https://www.banque-france.fr/en/monetary-policy/monitoring-and-development-market-financing/commercial-paper-and-medium-term-note-market-neu-cp-neu-mtn>

¹ Trade name of the notes defined in article D.213-1 of the French monetary and financial code

1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME		
Articles D. 213-9, 1° and D 213-11 of the French monetary and financial code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
1.1	Name of the programme	Bpifrance Financement « NEU MTN »
1.2	Type of programme	Programme of guaranteed Negotiable European Medium Term Notes (“NEU MTN”) issued under French law, in compliance with Articles L.213-1 A to L.213-4-1, and D.213-1 A to D.213-14 of the French Monetary and Financial Code and all applicable regulations.
1.3	Name of the issuer	Bpifrance Financement SA
1.4	Type of issuer	Monetary financial institution
1.5	Purpose of the programme	To finance the Issuer’s general corporate purposes
1.6	Programme size (maximum outstanding amount) in Euro	The Programme’s cap is set at EUR 4,000,000,000 or its equivalent value in any other authorised currencies at the date of issue.
1.7	Form of the notes	The securities are issued in dematerialised form, as a book entry.
1.8	Yield basis	<p>The remuneration of the NEU CP is unrestricted. However, the Issuer shall inform the Banque de France the issuance of NEU CP of any remuneration linked to an index, or which varies in accordance with an index clause, and if that index or index clause does not refer to a usual interbank market, money market or bond market rate.</p> <p>The Programme also allows for the issuance of NEU MTN carrying a remuneration which may be a function of a formula of indexation which does not guarantee the reimbursement of the capital at maturity date. The confirmation form of such NEU MTN shall explicitly specify the repayment index formula and the fraction of guaranteed capital.</p> <p>In the case of an issue of NEU MTN embedding a possibility of early redemption, extension or repurchase, the conditions of remuneration of such NEU MTN will be set when the said NEU MTN is initially issued and shall not be further modified, including when such an embedded option of early redemption, extension or repurchase is exercised.</p>
1.9	Currencies of issue	Euro or any other currency authorised by all French regulations applicable at the time of issue, pursuant to Article D.213-6 of the French Monetary and Financial Code (dollar, pound Sterling, Swiss franc and yen are the major currencies entertained).
1.10	Maturity	<p>The term (maturity date) of the NEU MTN shall be determined in accordance with the applicable laws and regulations in France, which implies that, at the date hereof, the term of the NEU MTN shall not be greater than one year (365 days or 366 days for leap years) from the date of issue.</p> <p>The NEU MTN may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.</p>

		<p>The NEU MTN issued under the Programme may carry one or more embedded options of extension of the term (held by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).</p> <p>The NEU MTN issued under the Programme may also carry one or more embedded options of repurchase before the term (held by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).</p> <p>An option of early redemption, extension or repurchase of NEU MTN, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any such related issuance of NEU MTN.</p> <p>In any case, the overall maturity of any NEU MTN, embedded with one or several of such clauses, shall always – all options of early redemption, extension and repurchase included – conform to the laws and regulations in force in France at the time of its issue.</p> <p>Bpifrance Financement does not practise a policy of issuance on pooled maturity dates.</p>
1.11	Minimum issuance amount	The initial amount shall be at least EUR 150 000 or the equivalent in any other currency authorized by applicable laws and regulations in force in France at the time of the issue.
1.12	Minimum denomination of the notes	In compliance with Art. D.213-11 of the French Monetary and Financial Code, the minimum face value of the NEU CP issued under this Programme shall be EUR 150 000 or its equivalent in any other currency authorised by the French legislation in force at the time of the issue.
1.13	Status of the notes	The NEU MTN is issued without any special ranking or subordination clause.
1.14	Governing law that applies to the programme	All matters relating to the issuance of NEU MTN shall be governed and construed according to French law.
1.15	Listing of the notes/Admission to trading on a regulated market	No. The admission of such NEU MTN to trading on a regulated market is not intended.
1.16	Settlement system	Euroclear France
1.17	Rating(s) of the programme	<p>Rated by Moody's Investors Service Ltd and Fitch Ratings</p> <p>Rated in respect of the guarantee provided to the Programme by the EPIC Bpifrance (an "EPIC" is a public institution with a commercial and/or industrial role).</p> <p>Link to the website of Moody's Investors Service Ltd: https://www.moody.com/credit-ratings/Bpifrance-Financement-credit-rating-130640</p> <p>Link to the website of Fitch Ratings: https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/94022490</p>

		Rating agencies may revise the ratings at any time. To check on the current rating, investors are encouraged to examine the websites of the relevant agencies.
1.18	Guarantor	The NEU MTN issued by Bpifrance Financement SA is unconditionally guaranteed by the EPIC Bpifrance, by way of an irrevocable, independent, first-call guarantee. A copy of the letter of guarantee for the Programme is enclosed herewith. This guarantee complies with Article D.213-5 of the French Monetary and Financial Code.
1.19	Issuing and Paying Agent(s) (IPA) - exhaustive list -	Bpifrance Financement SA acts as Issuing and Paying Agent (IPA) for its own issues of NEU MTN.
1.20	Arranger	Optional *
1.21	Placement method	Bpifrance Financement SA places the NEU MTN directly in an OTC market. The Issuer is entitled to appoint dealers at a later time. An up-to-date list of such dealers is then provided to investors upon specific request made to the Issuer.
1.22	Selling restrictions	There are no special restrictions concerning the sale of this NEU MTN, other than those stipulated in the general provisions concerning marketable debt instruments issued on the French market.
1.23	Taxation	There is no special tax treatment for this NEU MTN.
1.24	Involvement of national authorities	Banque de France
1.25	Contact details of the person(s) in charge of the issuing programme	<p>The Programme Supervisor and Contact Person for all matters connected with the Programme is: Mr. Jean-Michel ARNOULT Deputy CFO E-mail : jm.arnoult@bpifrance.fr Tel : +33.1. 41.79.89.77 Fax : +33.1.41.79.97.52 <i>Mailing address :</i> Bpifrance Financement 27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort, France</p> <p>However, interested parties may also contact : M. Eric LOUIS Capital Markets Marketer E-mail : eric.louis@bpifrance.fr Tél : +33.1.41.79.81.17 Fax : +33.1.41.79.81.32 <i>Mailing address:</i> Bpifrance Financement 27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort, France Bpifrance Financement's Website : www.bpifrance.fr</p>
1.26	Additional information on the programme	Optional *

1.27	Language of the information memorandum which prevails	This Information Memorandum is drawn up in both French and English. However, the French version shall prevail over the English version, which is provided for information purposes only, in accordance with Article 9 of the Order dated 30 May 2016.
------	--	---

2. DESCRIPTION OF THE ISSUER		
Article D. 213-9, 2° of the French monetary and financial code and Article 7, 3° of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
2.A.1	Legal name	Bpifrance Financement SA
2.A.2	Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts	<p>“<i>Société anonyme</i>” governed by the legislative and regulatory provisions that apply to limited liability companies, including but not limited to the French Commercial Code, where there is no waiver by special provisions of Order No. 2005-722 dated 29 June 2005, relating to the creation of:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the public institution “Bpifrance” in accordance with both the consolidated version dated 5 October 2015 of Order No. 2005-722 of 29 June 2005 and Chapter I of Article 197 of Act No. 2015-990 dated 6 August 2015 relating to the organisation of the EPIC Bpifrance; • the limited liability company “Bpifrance SA” in accordance with both the consolidated version dated 5 October 2015 of Order No. 2005-722 of 29 June 2005 and Chapter II of Article 197 of Act No. 2015-990 dated 6 August 2015 relating to the organisation of the limited liability company Bpifrance; and • the limited liability company “Bpifrance Financement SA”. <p>This Order was amended by Banking and Financial Regulation Act No. 2010-1249 dated 22 October 2010 and by Act No. 2012-1559 dated 31 December 2012, pertaining to the creation of the Public Investment Bank (« <i>BPI</i> », <i>Banque Publique d’Investissement</i>).</p> <p>The court with jurisdiction for the Issuer’s activities is the Commercial Court of Créteil.</p>
2.A.3	Date of incorporation	1 st January 1980

2.A.4	Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex – France
2.A.5	Registration number, place of registration	The Issuer is registered on the French Companies Register of Créteil under identification number: 320 252 489 R.C.S. CRETEIL
2.A.6	Issuer's mission summary	<p>Pursuant to Article 6 of Order No. 2005-722 of 29 June 2005, as amended by Article 62 of Banking and Financial Regulation Act No. 2010-1249 of 22 October 2010, and subsequently by Act No. 2012-1559 of 31 December 2012, pertaining to the creation of the <i>Banque Publique d'Investissement</i>, the Issuer's corporate purpose is to carry out the following assignments of public interest:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promoting growth through innovation and the transfer of technologies. (This activity is to be carried out separately from its other activities); • Contributing to economic growth by assuming part of the risk relating to loans granted to SMEs; and <p>Contributing to the specific funding requirements relating to the investments and operating receivables of SMEs.</p>
2.A.7	Brief description of current activities	<p>For the purposes of fulfilling the three public-interest assignments entrusted to it, the Issuer combines a variety of funding techniques to devise solutions that respond to market inadequacies. This is the case with: seed capital funding; banking services to finance innovating projects; or introducing innovative SMEs to major companies. The group's involvement consists in bringing its influence to bear on SMEs and innovation private finance providers while simultaneously leveraging available public resources.</p> <p>For SMEs, the Issuer acts both as a development bank and as an innovation promotion agency. It operates through programmes designed to achieve two specific objectives:</p>

		<ul style="list-style-type: none"> Assisting companies with major, long-term fixed capital investments in light of their financial capacities (large real estate projects, heavy plant, etc.) by putting suitable financing facilities in place; Implementing measures targeting domestic priorities (business start-ups and buy-outs, innovation, export, etc.), in particular to help companies finance their own intangible investments via “mezzanine” products (repayable advances, start-up loans, development agreements). <p>The ultimate goal of these objectives is to strengthen the country’s economic fabric and to create local employment opportunities.</p> <p>The Issuer’s main activities are described in greater detail on pages 13 to 19 of its 2017 Annual Report.</p>
2.A.8	Capital	As of 31 December 2017, Bpifrance Financement’s equity capital amounted to 839 907 320 EUR, divided in 104 988 415 shares of eight Euro each, and subscribed by 226 shareholders.
2.A.8.1	Amount of capital subscribed and fully paid	The capital is fully paid-up.
2.A.8.2	Amount of capital subscribed and not fully paid	None
2.A.9	List of main shareholders	<p>As of 31 December 2017, Bpifrance Financement’s shareholding structure was as follows :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bpifrance SA : 90,77% - BPCE SA : 1,63% - Banks and other shareholders : 7,60% <p>For the record, Bpifrance SA is wholly owned, in equal portions, by the EPIC Bpifrance (50%) and the Caisse des Dépôts et Consignations (50%).</p>
2.A.10	Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed	None
2.A.11	Composition of governing bodies and supervisory bodies	As of the date hereof, the Board of Directors consists of a Chief Executive

		<p>Officer, a Deputy Chief Executive Officer and an Executive Director, as follows:</p> <p><i>Chief Executive Officer:</i> Mr. Nicolas DUFOURCQ</p> <p><i>Deputy Chief Executive Officer:</i> Mr. Arnaud CAUDOUX</p>
2.A.12	Accounting method for consolidated accounts (or failing that, for the annual accounts)	<p>The consolidated financial statements of Bpifrance Financement SA are drawn up in accordance with applicable IFRS and French accounting standards and regulations pertaining to credit institutions.</p> <p>Bpifrance Financement SA is subject to the oversight of a Government Commissioner who also performs the economic and financial oversight of the French Executive Branch.</p>
2.A.13	Accounting year	Starting on January 1 st and ending on December 31 st
2.A.13.1	Date of the last general annual meeting of shareholders (or equivalent thereof) which has ruled on the last financial year accounts	14 May 2018
2.A.14	Fiscal year	Starting on January 1 st and ending on December 31 st
2.A.15	Auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts	
	2.A.15.1 Auditors	<p>Statutory Auditors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - Mr. Matthew BROWN and Charles DE BOISRIOU Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnault 92075 Paris La Défense • KPMG SA - Ms Marie-Christine FERRON-JOLYS and Mr. Ulrich SARFATI Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS 60055 - 92 066 Paris la Défense <p>Substitute Auditors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - Mr. Charles DE BOISRIOU Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnault 92075 Paris La Défense Cedex KPMG Audit FS I - Tour EQHO, 2, avenue Gambetta - CS60055 - 92066 Paris La Défense Cedex
	2.A.15.2 Auditors report on the accuracy of the accounting and financial information	<p>Issuer's 2017 Annual Financial Report p237-251</p> <ul style="list-style-type: none"> . consolidated statements p237-243 . individual statements p244-251

		Issuer's 2016 Annual Financial Report p225-232 . consolidated statements p225-228 . individual statements p229-232
2.A.16	Other equivalent programmes of the issuer	The Issuer has not set up any other programmes abroad of the same kind as this one.
2.A.17	Rating of the issuer	Rated Aa2 (P) as per Moody's
2.A.18	Additional information on the issuer	<i>Optional*</i>

2. B. Description of the guarantor		
Article D. 213-9, 2° of the French monetary and financial code and Article 7, 3° of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
2.B.1	Legal name	EPIC Bpifrance (<i>Etablissement Public</i>) in accordance with both the consolidated version dated 5 October 2015 of Order No. 2005-722 of 29 June 2005 and Chapter I of Article 197 of Act No. 2015-990 dated 6 August 2015 relating to the organisation of the EPIC Bpifrance.
2.B.2	Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts	<p>EPIC Bpifrance is an <i>EPIC (Etablissement Public de l'Etat à caractère Industriel et Commercial)</i>, i.e., a public institution with a commercial and/or industrial role which has legal identity and financial autonomy under French law.</p> <p>It was created by Order No. 2005-722 of 29 June 2005, pertaining to the creation of both the public institution EPIC Bpifrance and the limited liability company Bpifrance Financement SA.</p> <p>This Order was amended by Banking and Financial Regulation Act No. 2010-1249 of 22 October 2010 and by Act No. 2012-1559 dated 31 December 2012, relating to the creation of the <i>Banque Publique d'Investissement (BPI)</i>.</p> <p>Pursuant to Chapter I of Article 197 of Act No. 2015-990 dated 6 August 2015, the public institution BPI-Groupe takes on the name of public institution EPIC Bpifrance.</p> <p>Its articles of association were approved by Decree No. 2015-1498 dated 18 November 2015.</p> <p>The public institution is administered by a board of directors comprising (a) a President and CEO and (b) five representatives of the Executive Branch appointed by decree, and appointed at the proposal of the ministers responsible for the Economy, Budget, Industry, Small and Medium-size Enterprises and Research.</p>
2.B.3	Date of incorporation	29 May 2009
2.B.4	Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort, France
2.B.5	Registration number, place of registration	The Guarantor is registered on the French Companies Register of Créteil under identification number: 483 790 069 R.C.S. CRETEIL.
2.B.6	Guarantor's mission summary	Pursuant to Order No. 2005-722 dated 29 June 2005, as amended by Banking and Financial Regulation Act No. 2010-1249 of 22 October 2010 and by Act No. 2012-1559 of 31 December 2012, the Public Institution EPIC Bpifrance's corporate purpose is to carry out the following assignments, either directly or via its direct or indirect subsidiaries:

		<ul style="list-style-type: none"> • Promoting and supporting innovation, especially of a technological nature, and contribute to technology transfer; • Encouraging the creation, development and financing of small and medium enterprises. <p>The French Government may – by act of unilateral instrument or agreement, as well as local authorities and their public institutions, by act of agreement – entrust EPIC Bpifrance with other assignments of public interest that are compatible with its corporate purpose.</p> <p>The choice, organisation and implementation of such corporate purposes, as well as the appropriate instruments, shall be governed by act of agreement between the relevant parties.</p>
2.B.7	Brief description of current activities	<p>Today, the EPIC Bpifrance performs almost all of its assignments via its direct and indirect subsidiaries Bpifrance SA, Bpifrance Financement and Bpifrance Participations.</p> <p>The Guarantor’s main activities are described in greater detail on pages 4 to 12 of its 2017 Annual Report.</p>
2.B.8	Capital	As of 31 December 2017, the EPIC Bpifrance’s equity capital amounted to 9,068.6 M€.
2.B.8.1	Amount of capital subscribed and fully paid	The capital is fully paid-up.
2.B.8.2	Amount of capital subscribed and not fully paid	None
2.B.9	List of main shareholders	The EPIC’s entire capital is made up of allocations from the French Government.
2.B.10	Regulated markets on which the shares or debt securities of the guarantor are listed	None
2.B.11	Composition of governing bodies and supervisory bodies	<p>The EPIC Bpifrance is managed by a President and CEO who is, at the date hereof, Mr. Pierre LEPETIT.</p> <p>Guarantor’s 2017 Annual Financial Report p7 Guarantor’s 2016 Annual Financial Report p6</p>
2.B.12	Accounting method for consolidated accounts (or failing that, for the annual accounts)	<p>The consolidated financial statements of the EPIC Bpifrance are drawn up in accordance with applicable IFRS and European accounting standards and regulations.</p> <p>The EPIC Bpifrance is subject to the oversight of a Government Commissioner who also performs the</p>

		economic and financial oversight of the French Executive Branch.
2.B.13	Accounting year	Starting on 01 January and ending on 31 December
2.B.13.1	Date of the last general annual meeting of shareholders (or equivalent thereof) which has ruled on the last financial year accounts	20 May 2018
2.B.14	Fiscal year	Not applicable. The EPIC Bpifrance is not a taxable entity.
2.B.15	Auditors of the guarantor, who have audited the issuer's annual accounts	
2.A.15.1	Auditors	<p>Statutory Auditors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - Mr. Matthew BROWN and Charles DE BOISRIOU Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnauld 92075 Paris La Défense • KPMG SA - Ms Marie-Christine FERRON-JOLYS and Mr. Ulrich SARFATI - Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS 60055 - 92 066 Paris la Défense <p>Substitute Auditors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mazars - Mr. Charles DE BOISRIOU Tour Exaltis, 61, rue Henri Régnauld 92075 Paris La Défense Cedex • KPMG Audit FS I Tour EQHO, 2, avenue Gambetta CS60055 - 92066 Paris La Défense Cedex
2.B.15.2	Auditors report on the accuracy of the accounting and financial information	<p>Guarantor's 2017 Annual Financial Report p60-68</p> <ul style="list-style-type: none"> . consolidated statements p60-63 . individual statements p64-68 <p>Guarantor's 2016 Annual Financial Report p59-64</p> <ul style="list-style-type: none"> . consolidated statements p59-61 . individual statements p62-64
2.B.16	Other equivalent programmes of the guarantor	The Guarantor has not set up any other programmes, either in France or abroad, of the same kind as this one.
2.B.17	Rating of the guarantor	The Guarantor is rated by both the rating agency Moody's Investors Service and the rating agency Fitch Ratings.
2.B.18	Additional information on the guarantor	Optional*

CERTIFICATION OF INFORMATION SUBMITTED

Articles D. 213-5 et D. 213-9, 4° of the French monetary and financial code and subsequent amendments
--

Please refer to Chapter 3 “Certification of Information Submitted” , Chapitre 3 “Certification des informations fournies par l’Emetteur et Certification des informations fournies par le Garant” of the French version which prevails.

APPENDICES		
Appendice I	Guarantee	Authentication of the Letter of Guarantee Certified Copy of the EPIC's Original Letter of Guarantee to the Programme
Appendice II	Rating(s) of the programme	<p>Moody's Investors Service:</p> <p>This Programme was rated by the agency Moody's Investors Service. The rating given may be consulted on their website, via the following link: https://www.moody.com/credit-ratings/Bpifrance-Financement-credit-rating-130640</p> <p>Moody's Investors Service identifiers: for Bpifrance Financement SA: 130640 for this Programme of NEU CP: 822644286</p> <p>Fitch Ratings :</p> <p>This Programme was rated by the agency Fitch Ratings. The rating given may be consulted on their website, via the following link : https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/94022490/issue/94132305/objectId/54c2aa56882157a593071f80</p> <p>Fitch Ratings identifier: 969500STN7T9MRUMJ267</p>
Appendice III	Documents available to the shareholders annual general meeting or the equivalent body*	<p>Issuer's 2017 Annual Financial Report accessible via the following link: http://www.bpifrance.fr/Investors-Center</p> <p>Issuer's 2016 Annual Financial Report accessible via the following link: http://www.bpifrance.fr/Investors-Center</p> <p>Guarantor's 2017 Annual Financial Report accessible via the following link: http://www.bpifrance.fr/Investors-Center</p> <p>Guarantor's 2016 Annual Financial Report accessible via the following link: http://www.bpifrance.fr/Investors-Center</p>
Appendice IV	Amendment, if appropriate, under electronic and paper form (signed)	None

* Further to articles D.213-9 of the French monetary and financial code and L.232-23 of the French commercial code, financial information mentioned in Article D213-9 of the French monetary and financial code should be made available to any person upon request.

ISSUE PROGRAMME OF NEU MTN
GUARANTEE – CERTIFICATION OF AUTHENTICITY

I, Mr. Pierre LEPETIT President and Chief Executive Officer of the EPIC Bpifrance, undersigned, certify, pursuant to the Article 6,6° of the Order dated 30 May 2016, that the copy of the deed of guarantee issued today, and provided as an appendix hereof, is compliant with the original deed of guarantee for a maximum amount of € 4 billion, plus interest and ancillary costs, by the EPIC Bpifrance in favour of Bpifrance Financement SA in the scope of its Issue Programme of NEU MTN.

Executed at Maisons-Alfort, on 5 September 2018

ISSUE PROGRAMME OF NEU MTN

AUTONOMOUS, UNCONDITIONAL AND IRREVOCABLE FIRST DEMAND GUARANTEE OF EPIC BPIFRANCE

This Guarantee is drawn up in both the French and English languages. However, the French version shall prevail over its translation into English, which is provided for convenience purposes only. The Issuer or the Guarantor shall therefore not be held liable in any way whatsoever for this English version.

1. PREAMBLE

Bpifrance Financement, a *société anonyme*, registered with the Trade and Companies Register of Créteil under number 320 252 489, whose head office is located at 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex, France (the "**Issuer**") regularly issues Negotiable European Medium Term Notes ("**NEU MTN**") under an Issue Programme of NEU MTN in the amount of € 4 billion (the "**Programme**") under the terms of the financial presentation package filed with the Banque de France (the "**Information Memorandum**").

2. TERMS AND CONDITIONS OF THE GUARANTEE

EPIC Bpifrance, an *établissement public à caractère industriel et commercial*, registered in the Trade and Companies Register of Créteil under number 483 790 069, whose head office is located at 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex, France (the "**Guarantor**" or "**EPIC Bpifrance**"), acting under the resolution of its Board of Directors (Conseil d'administration) dated 22 December 2017, after becoming familiar with the characteristics of the NEU MTN, irrevocably and unconditionally grants an autonomous first demand guarantee (the "**Guarantee**") to the Beneficiaries (as defined below) of the said NEU MTN according to the terms and conditions defined below. Acceptance of the Guarantee by the Beneficiaries will result from the mere subscription or subsequent acquisition of the said NEU MTN.

For the purposes hereof, "**Beneficiaries**" means any NEU MTN bearer and their successive assignees, successors and *ayants droit*, in their capacity as beneficiaries of the Guarantee, and "**Beneficiary**" means individually, the any of them.

2.1 Guarantee

- (a) The Guarantor hereby irrevocably and unconditionally undertakes, at first demand and independently in accordance with article 2321 of the French Civil Code (*Code civil*), to pay the bearers of such securities:
- (i) in one or several times, any amount that the bearers, claims by written notification in accordance with the provisions of article 2.2(a) below; and
 - (ii) in one time, any amount determined by the Guarantor and specified by written notice as provided under the conditions set out in clause 2.2(b) below;
- up to a maximum aggregate amount of € 4 billion (the "**Limit**").
- (b) The Limit will be progressively reduced up to the actual amount of monies paid by the Issuer to the bearers of the NEU MTN in accordance with the provisions of article 2.2 below.

-
- (c) This Guarantee is an independent and autonomous guarantee within the meaning of Article 2321 of the French Civil Code, and accordingly, the Guarantor waives or asserts, to the extent permitted by law, any recourse (exception) or objection of any nature whatsoever against Beneficiaries, including any recourse (exception) or objection that the Issuer might have against them. In particular, the Guarantor will not be discharged of its obligations if those of the Issuer under the NEU MTN would be affected by invalidity or would not be likely to be enforced for any reason relating to the capacity of the Issuer or to any lack of authority or corporate authorisation or individuals supposed to have acted on its behalf.
- (d) Similarly, the disappearance of any legal or factual link between the Guarantor and the Issuer shall not, in any way, affect the existence, the scope or the call of this Guarantee and payment of the amounts called as a guarantee. In addition, all provisions of this Guarantee shall remain in full force and effect regardless of any changes in financial, legal or other situation of the Issuer or the Guarantor. In particular, the Guarantee shall remain in full force and effect if the Issuer applies for the appointment of a *conciliateur* or *mandataire ad hoc* (or would be the subject of such request) or enters into an amicable arrangement (*accord amiable*) with its creditors, or a judgement is rendered for the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) of the Issuer, or, to the extent permitted by applicable law, is subject to a safeguard procedure (*plan de sauvegarde*) or to any other similar proceedings, or enters into a *concordat* with its creditors or is subject to judicial reorganisation (*redressement judiciaire*) or banking resolution under any applicable directive, law or regulation.
- (e) For the purpose of the written notice as described in clause 2.2 below, any amount will be treated as due by the Issuer according to the Conditions, notwithstanding any reorganisation or resolution measure taken against the Issuer.

2.2 Terms and Conditions

- (a) The Guarantee call described in clause 2.1 (a)(i) above is made by written notification to the Guarantor by registered letter with acknowledgment of receipt, by any bearer of the NEU MTN.

The written notice should indicate the amount claimed and an attestation (i) that this amount claimed is due by the Issuer under any NEU MTN, in accordance with the NEU MTN Programme and (ii) that this amount remained unpaid since its due date.

The Guarantee call described in clause 2.1(a)(i) above may be made by the NEU MTN bearers, in one or several times.

Any amount called in accordance with clause 2.2(a) will be payable within five (5) Business Days following receipt of the notification mentioned above, by bank transfer to the NEU MTN bearers.

- (b) The implementation of the Guarantee described in clause 2.1(a)(ii) above shall be effected by written notice from the Guarantor to the NEU MTN bearers by any means deemed appropriate by the Guarantor, when, independently of any other determination, the Guarantor notes a rapid deterioration in the Issuer's financial or liquidity situation which could reasonably be expected to trigger the early intervention measures provided for in Article L. 511-41-5 of the French *Code monétaire et financier* or the commencement of a resolution procedure provided for in article L. 613-49-1 of the French *Code monétaire et financier*, notwithstanding the absence of any amount payable in respect of the NEU MTN at the date of such notification.

The notification must indicate the amount determined by the Guarantor, which shall be at least equal to the principal amount outstanding of the NEU MTN in circulation and all accrued and unpaid interest up to the repayment date of the corresponding sums by the

Guarantor, irrespective of whether these sums are payable. The notification must also indicate the facts constituting a rapid deterioration of the Issuer's financial or liquidity situation and provide, as far as possible, evidence to this effect.

The implementation of the Guarantee described in clause 2.1(a)(ii) above may be carried out by the Guarantor in one time only.

All sums determined in accordance with this clause 2.2(b) shall be payable no later than one (1) Business Day following the date of the notification, by bank transfer to the NEU MTN bearers.

- (c) Once implemented in accordance with clause 2.2(b) above, the Guarantee may no longer be called upon in accordance with clause 2.2(a) above.

2.3 Duration of Guarantee

This Guarantee will remain in effect until all the amounts payable by the Issuer in respect of the future issues of NEU MTN issued under this Programme have been paid in full and finally.

2.4 Taxation

- (i) All payments due by the Guarantor shall be made free and clear of, and without withholding or deduction for, any taxes, duties, assessments or governmental charges of whatever nature imposed, levied, collected, withheld or assessed by or within France or any authority therein or thereof having power to tax, unless such withholding or deduction is required by law.
- (ii) If French law should require that payments due by the Guarantor under the Guarantee be subject to deduction or withholding in respect of any present or future taxes or duties whatsoever, the Guarantor will, to the fullest extent then permitted by law, pay such additional amounts or, if applicable, the Beneficiaries, as the case may, of such amounts as would have been received by them had no such withholding or deduction been required, except that no such additional amounts shall be payable in the case a Beneficiary or a third party on its behalf, who is liable to such taxes or duties by reason of his having some connection with France other than the mere holding of the NEU MTN and the benefice pf the Guarantee.
- (iii) The Guarantor shall be permitted to withhold or deduct any amounts required by the rules of U.S. Code Sections 1471 through 1474 (or any amended or successor provisions), pursuant to any inter-governmental agreement, or implementing legislation adopted by another jurisdiction in connection with these provisions, or pursuant to any agreement with the U.S. Internal Revenue Service as a result of any NEU MTN bearer, beneficial owner or an intermediary (that is not an agent of the Guarantor) not being entitled to receive payments free of FATCA Withholding. The Guarantor shall not be liable for, or otherwise obliged to pay, any FATCA withholding deducted or withheld by the Issuer, any paying agent or any other party.

2.5 Recourse against the Issuer

The Guarantor waives all claims it may have against the Issuer which would result in bringing it in competition with the beneficiaries of this Guarantee, so long as such Beneficiaries have not been paid of any amount due under the NEU MTN. The Guarantor undertakes to assign priority to the payment of sums due under the Guarantee, any amounts that he could recover from the Issuer in connection with bankruptcy proceedings or otherwise.

2.6 Indemnification

Any payment under the Guarantee will be discharged only if it is made in the currency in which it shall be in accordance with the characteristics of the NEU MTN. If a payment is made in another currency, following a court decision or for any other reason, and where the Beneficiary would receive an amount, after conversion of the amount received in the currency in which payment is due, lower than the one that he is entitled to, the Guarantor will be required to indemnify the Beneficiary for the difference between the amount due and the amount actually received.

2.7 Rank of Guarantee

- (a) The obligations of the Guarantor under the Guarantee are direct, unconditional, unsubordinated and unsecured (subject to article 2.7 (b) below), ranks equally among themselves and (save for certain exceptions required to be preferred by French law) equally with all other present or future unsubordinated and unsecured indebtedness, obligations and guarantees of the Guarantor.
- (b) So long as the obligations of the Guarantor under the Guarantee remain outstanding, the Guarantor will not create and will not grant any charge (*gage*), mortgage (*hypothèque*), pledge (*nantissement*), privilege or other form of security interest (*sûreté réelle*) on all or part of its present or future assets or income, to guarantee an indebtedness subscribed or guaranteed by the Guarantor unless the obligations of the Guarantor under the guarantee do not benefit from an equivalent security and from the same rank.

For the purposes of the previous paragraph, "**Indebtedness**" means any present or future debt represented by bonds or other debt securities (*titres de créance*) (including negotiable debt securities) that are (or are likely to be) admitted to negotiation on a Regulated Market, provided that the term "Indebtedness" does not include any debt under loan agreements, any advance or other credit lines (*ouvertures de crédit*).

2.8 Successors of the Guarantor

If, following (i) the dissolution of the Guarantor, (ii) the sale, transfer or disposition, directly or indirectly of all or a substantial part of the assets of the Guarantor or (iii) loss of status of public institution (*établissement public*) of the Guarantor, the rights and obligations of the Guarantor are transferred to a new public institution (*établissement public*) or the French State, all the obligations of the Guarantor under the Guarantee shall be deemed transferred to this new public institution (*établissement public*) or the French State and any reference to the Guarantor in this Guarantee shall include any successor under this article.

2.9 Subrogation and powers granted to the Guarantor

Only in the event of implementation of the Guarantee in accordance with Articles 2.1(a)(ii) and 2.2(b), the Beneficiaries who are holders of NEU MTN inscribed in Euroclear France irrevocably subrogate the Guarantor in their rights, shares and privileges against the Issuer in respect of the NEU MTN with effect from the payment date by the Guarantor under the terms of this Guarantee, without further formalities. Subrogation will automatically transfer ownership of the NEU MTN from such Beneficiaries to the Guarantor. For all intents and purposes, the Beneficiaries who are holders of NEU MTN inscribed in Euroclear France irrevocably grant all powers to the Guarantor in order to give full effect to the subrogation, including giving all instructions to the Account Holder for the registration of the transfer of such NEU MTN in the Account Holder's accounts.

3. MISCELLANEOUS

- (a) By subscribing or acquiring the Dematerialised Notes inscribed in Euroclear France, the Beneficiaries are automatically deemed to accept the terms of the Guarantee, and, in particular, to consent to (i) subrogation, (ii) transfer of such NEU MTN from the Beneficiaries to the Guarantor resulting therefrom and (iii) the mandate given to the Guarantor to give full effect to the subrogation, including the power to give all instructions to any Account Holder for the registration of the transfer of such NEU MTN in the accounts of the Account Holders, as provided for in clause 2.9 above.
- (b) This Guarantee is governed by, and shall be construed in accordance with French law.
- (c) The guarantee has been prepared in the French language and in the English language but only the French version shall be regarded as binding.
- [(d)] Any claim against the Guarantor in connection with the Guarantee must be brought before any competent court in Paris. Nevertheless, it is specified that the assets and properties of the Guarantor are not subject to legal process (*voie d'exécution*) under private law or attachment in France.

Executed at Maisons-Alfort, on 5 September 2018 in two copies,

Signed on behalf of EPIC Bpifrance:

By:

Duly authorised attorney.